

Une mise en œuvre rigide de l'initiative «contre l'immigration de masse» n'aurait aucune chance devant le peuple

Apprendre que 82 % de personnes récemment sondées dans une enquête soutiennent le maintien des accords bilatéraux me réjouit en tant que responsable du département Économie extérieure. La Suisse est une nation exportatrice, c'est un fait. Sachant que notre politique européenne est dans l'impasse, il est intéressant de constater – et c'est une bonne nouvelle – que 64 % des personnes interrogées estiment que les accords bilatéraux sont plus importants qu'une mise en œuvre stricte de l'initiative «contre l'immigration de masse».

Le titre des articles annonçant les résultats du sondage aurait dû être: «Une mise en œuvre rigide de l'initiative «contre l'immigration de masse» n'aurait aucune chance». Or, les titres choisis étaient différents. Les avantages renfermés par les accords bilatéraux ayant diminué aux yeux des sondés depuis février, un des titres a été : «Le soutien aux accords bilatéraux faiblit».

Dois-je m'en prendre à ce qu'ont retenu les médias de ce sondage ? Non

Dois-je m'en prendre à ce qu'ont retenu les médias de ce sondage ? Non, car à l'avenir aussi les titres négatifs se vendront mieux. En revanche, nous les représentants de l'économie devons davantage exprimer nos préoccupations. Et comme les médias s'intéressent surtout aux conflits, nous devons appeler un chat un chat.

Quelques vérités bonnes à dire

Quelques vérités toujours bonnes à dire : l'économie suisse rencontre déjà suffisamment de difficultés à l'heure actuelle. Quiconque bafoue la voie bilatérale ne fait que déstabiliser les investisseurs et mettre en péril des emplois en Suisse. Ce dont nous avons besoin au contraire, ce sont des solutions réalistes pour maintenir les accords bilatéraux. Le débat autour de la valeur des accords bilatéraux contribue-t-il à nous rapprocher de l'objectif ? La réponse est non. La prospérité suisse se fonde sur son économie extérieure qui est florissante, et qui a besoin d'accéder au marché européen ; c'est particulièrement vrai pour les PME. Quiconque tient un autre discours est dès lors invité à proposer des solutions de remplacement favorables à l'économie et à l'emploi.